

EMPLOI ET SERVICES

ELEMENTS DE COMPARAISON INTERNATIONALE

Michel Husson, contribution à *Choisir l'emploi*, rapport du Groupe emploi du XIème Plan, 1993

LA MONTEE DU TERTIAIRE

La part du tertiaire atteint une proportion importante dans l'emploi des principaux pays industrialisés. Cette proportion représente près des deux tiers en France et se situe dans la moyenne. Les puissances industrielles, comme l'Allemagne ou le Japon, se situent en-dessous de ce seuil des deux tiers. L'Italie se distingue en raison du poids de l'agriculture plus élevé dans l'emploi. Quant aux Etats-Unis, ils représentent la "société de services" réalisée, avec presque trois quarts des emplois.

TABLEAU 1. PART DU TERTIAIRE DANS L'EMPLOI

	ENSEMBLE		MARCHAND		NON-MARCHAND	
	1970	1989	1970	1989	1970	1989
Allemagne	42,5	56,2	28,9	36,3	13,6	19,9
Danemark	53,3	66,2	34,5	35,3	18,8	30,9
Etats-Unis	64,5	73,1	47,6	58,7	16,9	14,4
France	49,4	65,1	30,5	39,8	18,9	25,3
Italie	42,9	59,9	29,0	41,7	13,9	18,2
Japon	44,5	55,7	37,3	47,2	7,2	8,5
Royaume-Uni	52,7	68,8	34,6	47,0	18,1	21,8
Suède	54,2	67,4	32,0	34,6	22,2	32,8

Source : OCDE - En %

Les pays se distinguent beaucoup plus selon la place des services non marchands : ils occupent une place réduite au Japon et aux Etats-Unis. En Suède, au Danemark et aussi la France, les emplois non marchands occupent une place importante représentant entre un quart et un tiers de l'emploi total. Cette structure est le produit d'évolutions bien connues :

- le recul de l'emploi agricole est un phénomène universel, qui s'exerce sur des structures différentes, et continue à ménager d'assez importantes différences. On peut considérer qu'avec moins de 3 % de l'emploi, les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont atteint un plancher. Mais dans d'autres pays comme l'Italie et le Japon un emploi sur dix se trouve encore dans l'agriculture.

- le recul de l'emploi industriel est tout aussi général. Aucun pays n'y échappe, mais les puissances industrielles résistent mieux. Les emplois industriels représentent encore 40 % de l'ensemble en Allemagne, et 34 % au Japon. Aux Etats-Unis, cette proportion est passée de 32 % à 24 % entre 1970 et 1989. La France fait partie des pays où le mouvement est fortement marqué, puisque l'on passe sur la même période de 37 % à 29 %.

- la montée des services est le mouvement complémentaire de ces deux tendances. Mais ses composantes peuvent varier grandement d'un pays à l'autre, selon la contribution relative du marchand et du non-marchand. On peut distinguer deux modèles : au Japon, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis, la part des emplois des branches non-marchandes augmente assez peu, et recule même dans le cas américain. Dans les autres pays, "à tradition social-démocrate", on enregistre au contraire une montée assez nette de cette part, qui tend à s'infléchir ou à stagner au cours des années quatre-vingt. Dans le cas français, on passe de 19 % d'emplois non-marchands en 1970 à 22 % en 1980, et à 25 % en 1989.

LES SECTEURS DU TERTIAIRE

Pour expliquer ces différences, il est nécessaire d'introduire une distinction plus fine à l'intérieur des services marchands. La nomenclature disponible permet de raisonner sur quatre grands secteurs :

- commerce (y-compris hôtels et restaurants)
- transports et communications
- finance (banques, assurances, immobilier)
- autres services marchands

Les structures du PIB de chaque pays font apparaître les grandes tendances suivantes (voir Tableau A2 en annexe) :

- la part du commerce dans le PIB total évolue peu dans le temps. En 1989, elle varie entre 11 % en Allemagne et 23 % aux Etats-Unis, la France se situant dans la moyenne avec 15 %.
- la part des transports est assez stable dans le temps. Les différences sont assez peu marquées d'un pays à l'autre.
- le secteur de la "finance" est celui qui introduit le plus de variation dans le temps et d'un pays à l'autre. Il se développe particulièrement vite au Royaume-Uni ou aux Etats-Unis où il en arrive à représenter respectivement 11,6 % et 14,6 % de l'emploi total, contre 4,9 % et 8,4 % vingt ans plus tôt.
- les autres services marchands comprennent à la fois les services aux entreprises et aux particuliers. Là encore on enregistre une grande diversité, qui est en général le reflet inversé du non-marchand. La proportion des emplois se situant dans ces services est particulièrement élevé dans les pays où les emplois non-marchands sont moins nombreux : elle s'élève ainsi à 20 % au Japon et 15 % aux Etats-Unis.

OU SE CREENT LES EMPLOIS ?

Les données rassemblées dans le tableau A3 (en annexe) permettent de confirmer le rôle moteur du tertiaire dans les créations d'emploi. Dans tous les pays, le rythme de création des emplois dans le tertiaire marchand est supérieur au rythme global de créations d'emploi. Dans le cas français, les créations nettes d'emploi sont presque nulles sur la période 1979-1988, mais les emplois de services marchands augmentent en moyenne de 1,4 % l'an. Les emplois des branches non-marchandes (emplois publics pour l'essentiel) croissent également au rythme soutenu de 1,6 % l'an sur la moyenne de la période.

La typologie disponible sur les services permet de mettre en lumière quelques évolutions intéressantes.

- les emplois du commerce, à l'exception de l'Italie, tendent à progresser à un rythme voisin de celui de l'ensemble. Il en va de même pour les transports.
- le dynamisme particulier des services se trouve donc dans les autres secteurs que le commerce et les transports. Les configurations nationales sont assez diverses, et l'on peut indiquer un certain nombre de progressions particulièrement soutenues sur la décennie quatre-vingt.

Dans celui de la "finance", les emplois progressent rapidement en Autriche (5,8 % l'an), au Royaume-Uni (5,7 %) et aux Etats-Unis (5,1 %). Dans les autres services marchands, la progression est particulièrement vive en Italie, avec un taux de croissance annuel moyen de 6,3 %. Quant aux services non-marchands, leur contribution à l'emploi est partout en recul, mais elle reste encore importante en Autriche et en France.

LA PRODUCTIVITE DANS LE TERTIAIRE MARCHAND

Les différences d'évolution d'un pays à l'autre peuvent s'expliquer en fonction de deux déterminations, qui dans la réalité se combinent, mais que l'on peut distinguer pour l'analyse. Les emplois d'un secteur peuvent progresser (reculer) relativement, parce que la part de ce secteur dans la valeur ajoutée totale augmente (baisse) ou alors parce que la productivité baisse (augmente) plus vite que la moyenne.

La productivité tend à se ralentir dans la majorité des secteurs et des pays, entre les années soixante-dix et les années quatre-vingt. Les principales exceptions concernent l'agriculture (Royaume-Uni, Suède, Italie, Etats-Unis), les transports (Danemark, Japon, Royaume-Uni), la "finance" en Italie, le commerce au Royaume-Uni, et les autres services marchands en Allemagne.

Les gains de productivité dans les services sont acquis de manière différente selon les pays. Il est difficile de tirer une loi générale des données disponibles (Tableau A3 en annexe). Il faut cependant souligner qu'il existe un lien entre la productivité dans les services marchands et la progression du PIB correspondant. On peut cependant distinguer trois groupes de pays, selon leurs niveaux de productivité (Tableau 2 ci-dessous).

Les trois grands pays européens (Allemagne, Royaume-Uni et France) ont réalisé, à l'instar du Japon, des gains de productivité élevés dans le tertiaire marchand. La croissance du PIB correspondant a été également plus forte, si bien que les créations d'emploi n'ont pas fait preuve d'un grand dynamisme, à l'exception du Royaume-Uni où la "finance" et les autres services où la progression de la productivité a été faible (voir Tableau A3).

La Suède et le Danemark enregistrent une croissance moyenne de la productivité dans le tertiaire marchand. La croissance du PIB est elle-aussi moins dynamique de telle sorte que, l'un compensant l'autre, ces pays créent des emplois tertiaires marchands à un rythme comparable au premier groupe de pays.

Enfin, l'Italie et les Etats-Unis se distinguent par une quasi-stagnation de la productivité par tête, de telle sorte qu'une croissance moyenne du PIB se répercute intégralement en créations d'emplois particulièrement dynamiques.

TABLEAU 2. LA DYNAMIQUE DU TERTIAIRE MARCHAND

	Productivité	PIB	Emploi
PRODUCTIVITE FORTE			
Allemagne	2,8	4,1	1,3
Royaume-Uni	2,8	5,6	2,6
Japon	2,4	4,4	1,9
France	2,1	3,5	1,4
PRODUCTIVITE MOYENNE			
Suède	1,5	2,9	1,4
Danemark	1,3	2,2	0,8
PRODUCTIVITE FAIBLE			
Italie	-0,1	3,0	3,2
USA	0,1	3,1	3,0

Source : OCDE - Taux de croissance annuel moyen en %

DEUX PROBLEMES DE MESURE

L'examen des données de l'OCDE fait apparaître deux problèmes qui viennent nuancer cette lecture globale. On sait que la productivité dans les branches non marchandes soulève d'importants problèmes d'interprétation. Le PIB y est en gros évalué à partir des coûts, où les salaires occupent une place prépondérante, de telle sorte que la productivité apparente évolue plus comme le salaire moyen que comme une mesure du volume de produit par tête. Le Tableau 3 confirme cette intuition : dans la plupart des pays, la productivité apparente est à peu près constante (à l'exception du Japon), probablement comme le salaire moyen des fonctionnaires.

Un autre problème surgit du côté de la valeur ajoutée industrielle : son évolution, notamment en Allemagne et en France, se situe largement en-dessous de celle de la production. Les données de comptabilité nationale confirment cet écart qui révèle un phénomène important : les processus d'externalisation tendent à remplacer des dépenses de salaire direct (qui font partie de la valeur ajoutée) par des achats de services décomptés comme consommations intermédiaires. Cela implique que l'on tend à sous-estimer le rôle moteur de l'industrie dans la création d'emplois, chaque fois que l'on ne considère que les emplois directs.

INDUSTRIE, TERTIAIRE ET EMPLOI

On ne peut s'en tenir à la représentation en secteurs où les services tendraient à se substituer progressivement à l'industrie, comme s'il s'agissait de deux secteurs étanches. Les performances relatives des différents pays ne peuvent s'interpréter comme s'ils représentaient seulement des points situés à des endroits différents d'une trajectoire commune. Il faut se munir d'une analyse au moins bi-dimensionnelle, qui distingue la productivité dans le tertiaire comme moyen de créer des emplois, et la croissance industrielle comme moyen de sous-tendre la croissance générale, avec tous ses effets d'entraînement sur l'emploi. Le Graphique 1 en annexe permet de ce point de vue de distinguer assez nettement trois groupes de pays.

Le "noyau européen" qui regroupe l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni se caractérise à la fois par une productivité forte dans le tertiaire marchand et par une faible croissance de la valeur ajoutée industrielle. Il n'est pas surprenant de constater que ces pays sont aussi ceux qui créent le moins d'emplois sur la période.

Le Japon constitue un pôle spécifique où le dynamisme industriel constitue la base permettant une croissance forte de l'économie et de l'emploi et compense même une croissance élevée de la productivité dans le secteur tertiaire, qui vient à son tour étayer la compétitivité industrielle.

Un troisième ensemble de pays, plus hétéroclite, rassemble des pays qui combinent une croissance moyenne de la productivité dans le tertiaire aussi bien que de la valeur ajoutée industrielle. L'Italie et les USA jouent particulièrement la carte d'une productivité à peu près constante dans le tertiaire.

EMPLOI TERTIAIRE ET DEMANDE

Les structures de l'emploi ne sont pas indépendantes de celles de la demande. Le Graphique 2 en annexe établit une forte corrélation entre la part de l'emploi tertiaire dans l'emploi total et celle de la consommation dans le PIB. A un bout de l'échelle les Etats-Unis combinent consommation et tertiaire, mais c'est d'une certaine manière l'envers d'un mode de croissance largement fondé sur le déficit. Plutôt qu'une avance dans le chemin vers la société de services, cette situation renvoie à la capacité de financement externe des Etats-Unis. A l'autre bout du graphique, on trouve d'ailleurs l'Allemagne où la moindre part de la consommation renvoie en partie à un taux d'investissement plus élevé, mais surtout à une situation d'excédent commercial inverse de celle des Etats-Unis.

POUR EN SAVOIR PLUS

Ces quelques éléments d'appréciation montrent qu'il reste encore fort à faire pour bien comprendre les relations entre services et emplois, qui ne sont manifestement pas réglées par le seul coût du travail. Une approche cherchant à évaluer le contenu en travail direct ou indirect de la demande finale devrait être particulièrement fructueuse, dans le prolongement des travaux menés il y a quelques années à la Direction de la Prévision à l'aide du modèle DEFI.

Il s'agirait d'éclairer deux interrogations :

1. Quelles sont, du point de vue des créations d'emplois, les relations entre industrie et services : y-a-t-il uniquement une substitution tendancielle en raison des modifications dans la structure de la demande finale ? Ou existe-t-il aussi des effets de complémentarité et d'entraînement, une partie des emplois apparaissant dans les services étant en fait induits par l'activité industrielle ? Un exercice fondé sur des tableaux entrées-sorties devrait pouvoir éclairer cette première série de questions.

2. Quel est l'impact sur l'emploi final de la composition de la demande finale ? Quel est le contenu en emploi global en emploi des dépenses publiques, de la consommation privée, de l'investissement et des exportations ? Il s'agit cette fois d'une approche plus "sectionnelle" distinguant les grandes composantes de la demande. Un approfondissement de ces questions pourrait porter sur les effets sur l'emploi d'une modification de la répartition du revenu : la consommation des revenus les plus élevés est-elle plus ou moins riche en emplois que la moyenne ?

Sur ces deux points, qui supposent des traitements lourds, la mise à contribution des outils disponibles à l'INSEE ou au BIPE permettrait d'améliorer la connaissance de paramètres importants de l'économie française.

TABLEAU A1. STRUCTURE DE L'EMPLOI ET DU PIB EN 1989,

EMPLOI	ALL	AUT	DAN	FRA	ITA	JAP	NOR	R. U	SUE	USA
AGRI CULTURE	4,0	5,7	6,0	6,4	10,4	10,4	6,5	2,1	3,8	2,7
I NDUSTRI E	39,8	26,6	27,8	28,5	29,7	33,9	25,8	29,0	28,8	24,2
COMMERCE	16,1	23,8	12,8	17,8	21,5	17,6	17,2	20,2	14,3	23,1
TRANSPORT	5,6	7,0	7,0	5,8	6,3	5,4	8,3	5,8	6,6	4,2
FI NANCE	3,1	11,0	10,0	9,4	1,6	4,5	7,7	11,6	8,0	14,6
A. SER. MARCH.	11,5	21,6	5,5	6,7	12,3	19,7	8,8	9,5	5,7	15,3
TERT. MARCHAND	36,3	63,4	35,3	39,8	41,7	47,2	42,0	47,0	34,6	58,7
NON MARCHAND	19,9	4,3	30,9	25,3	18,2	8,5	25,7	21,8	32,8	14,4
PUB. N. MARCH.	15,6	4,3	29,8	25,3	15,6	6,3	25,7	21,8	31,8	14,4
MARCHAND	80,1	95,7	69,1	74,7	81,8	91,5	74,3	78,2	67,2	85,6
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
PI B	ALL	AUT	DAN	FRA	ITA	JAP	NOR	R. U	SUE	USA
AGRI CULTURE	2,1	5,2	5,5	4,7	5,5	2,8	3,6	1,9	3,3	2,7
I NDUSTRI E	39,5	34,8	29,0	31,6	37,1	42,5	44,7	31,3	34,1	32,0
COMMERCE	11,3	14,3	14,6	14,9	18,4	14,2	11,4	13,0	11,5	17,7
TRANSPORT	6,5	7,8	7,8	6,9	5,5	5,4	9,9	7,1	6,9	6,1
FI NANCE	12,0	18,4	16,7	19,6	5,3	15,1	11,3	0,0	16,5	20,7
A. SER. MARCH.	14,5	15,2	4,4	5,4	16,6	11,1	4,5	4,8	3,2	8,8
TERT. MARCHAND	44,3	55,7	43,6	46,8	45,8	45,8	36,6	53,1	38,2	54,4
NON MARCHAND	14,0	4,4	22,0	16,9	11,6	8,9	15,0	13,7	24,4	10,8
PUB. N. MARCH.	11,9	4,4	21,4	16,9	10,8	7,2	15,0	12,5	23,0	10,8
MARCHAND	86,0	95,6	78,0	83,1	88,4	91,1	85,0	86,3	75,6	89,2
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : OCDE - Banque de données sectorielles internationales
 N.B. Dans certains cas, les données concernent 1988.

TABLEAU A3. EMPLOI, PIB ET PRODUCTIVITE : EVOLUTION PAR DECENNIE

EMPLOI

	ALLEMAGNE		AUTRI CHE		DANEMARK		FRANCE		ITALI E		JAPON		R. -UNI		SUEDE		USA	
AGRI CULTURE	-5,1	-3,3	-0,8	0,7	-2,8	-2,5	-4,0	-3,2	-2,4	-2,8	-3,2	-2,1	-1,8	-1,6	-3,5	-3,3	0,2	-0,4
INDUSTRI E	-1,3	-0,7	-0,2	0,4	-1,3	0,1	-0,4	-1,9	0,2	-1,2	0,3	0,7	-1,3	-2,2	-1,2	-0,3	1,5	-0,3
COMMERCE	0,5	0,5	1,7	2,5	-0,6	-0,6	0,9	0,6	1,9	2,0	1,9	0,9	1,9	1,3	0,3	0,8	3,0	2,4
TRANSPORT	0,8	0,3	1,2	1,4	0,7	0,8	1,1	0,8	2,1	1,8	1,2	0,2	-0,5	-0,1	1,2	0,7	1,4	0,9
FINANCE	2,4	1,4	3,0	5,8	4,5	3,4	4,1	3,0	5,8	1,1	3,6	2,5	4,3	5,7	2,2	4,1	4,9	5,1
A. SER. MARCH.	4,0	3,1	5,0	3,7	0,7	0,4	3,1	2,0	4,1	6,3	3,4	3,4	2,0	4,7	0,1	0,6	3,3	3,1
TERT. MARCHAND	1,5	1,3	2,8	3,3	0,8	0,8	1,8	1,4	2,6	3,2	2,4	1,9	1,3	2,6	0,7	1,4	3,2	3,0
NON MARCHAND	3,1	1,5	3,3	2,0	5,4	1,6	1,9	1,6	2,9	1,7	2,7	1,0	2,0	0,7	4,5	1,3	1,1	1,1
PUB. N. MARCH.	2,9	1,1	3,3	2,0	6,2	1,6	1,9	1,6	3,3	1,5	2,3	0,3	2,0	0,7	5,0	1,3	1,1	1,1
MARCHAND	-0,6	0,0	1,5	2,2	-0,6	0,2	0,0	-0,5	0,6	0,5	0,6	0,9	-0,1	0,4	-0,6	0,3	2,5	1,8
TOTAL	0,0	0,4	1,5	2,2	0,8	0,6	0,4	0,0	0,9	0,7	0,8	1,0	0,3	0,5	0,7	0,6	2,2	1,7

PIB

	ALLEMAGNE		AUTRI CHE		DANEMARK		FRANCE		ITALI E		JAPON		R. -UNI		SUEDE		USA	
AGRI CULTURE	0,5	1,8	3,0	1,2	2,9	3,4	1,6	1,8	0,6	1,1	0,5	-0,6	1,6	3,3	-0,8	1,9	1,1	3,0
INDUSTRI E	2,1	0,2	2,6	2,7	1,4	2,8	3,2	0,2	3,8	1,5	4,9	4,9	0,8	1,4	1,5	2,3	2,5	1,8
COMMERCE	2,7	1,6	2,0	2,5	2,5	2,3	3,2	1,9	4,3	2,2	8,0	4,7	1,5	2,8	2,0	2,3	3,7	3,1
TRANSPORT	3,8	3,3	5,1	5,1	1,1	2,1	5,2	4,6	5,3	3,8	3,0	3,3	2,6	3,1	4,4	3,6	4,3	2,0
FINANCE	5,0	3,1	3,5	4,5	4,8	2,3	5,2	4,1	4,3	2,3	7,8	5,0	3,7	5,2	2,5	3,3	4,3	3,3
A. SER. MARCH.	4,8	5,9	5,0	3,6	2,0	1,1	5,8	4,4	4,6	4,2	3,5	3,7	3,6	4,4	3,1	1,5	3,7	3,8
TERT. MARCHAND	4,0	4,1	3,6	3,9	3,0	2,2	4,8	3,5	4,5	3,0	5,9	4,4	2,8	5,6	2,7	2,9	4,0	3,1
NON MARCHAND	3,2	1,6	2,3	2,4	4,8	1,9	3,1	1,9	2,9	1,5	4,4	2,4	3,3	0,4	3,4	1,6	1,2	1,3
PUB. N. MARCH.	3,4	1,3	2,3	2,4	5,1	1,9	3,1	1,9	2,9	1,4	4,1	2,0	2,3	0,4	3,7	1,6	1,2	1,3
MARCHAND	2,9	2,0	3,2	3,4	2,4	2,3	3,9	2,3	3,9	2,5	5,1	4,6	1,7	2,7	1,9	2,5	3,3	2,6
TOTAL	3,0	1,9	3,1	3,4	2,9	2,2	3,8	2,2	3,8	2,4	5,1	4,4	1,9	2,4	2,3	2,3	3,0	2,5

PRODUCTI VI TE

	ALLEMAGNE		AUTRI CHE		DANEMARK		FRANCE		ITALI E		JAPON		R. -UNI		SUEDE		USA	
AGRI CULTURE	5,9	5,3	3,9	0,5	5,9	6,1	5,7	5,2	3,1	4,0	3,9	1,5	3,4	4,9	2,8	5,4	0,9	3,4
INDUSTRI E	3,5	0,9	2,8	2,3	2,7	2,7	3,6	2,1	3,6	2,8	4,5	4,1	2,1	3,7	2,7	2,5	1,0	2,1
COMMERCE	2,2	1,0	0,3	0,1	3,2	3,0	2,3	1,3	2,4	0,2	6,0	3,8	-0,3	1,5	1,7	1,4	0,7	0,7
TRANSPORT	2,9	3,0	3,8	3,7	0,4	1,3	4,1	3,8	3,1	1,9	1,7	3,1	3,1	3,2	3,2	2,9	2,9	1,1
FINANCE	2,5	1,7	0,5	-1,3	0,3	-1,1	1,0	1,1	-1,4	1,2	4,0	2,5	-0,5	0,5	0,3	-0,8	-0,6	-1,7
A. SER. MARCH.	0,8	2,8	0,0	-0,1	1,4	0,7	2,6	2,4	0,5	-2,1	0,1	0,3	1,5	-0,4	3,0	1,0	0,4	0,7
TERT. MARCHAND	2,5	2,8	0,8	0,6	2,2	1,3	2,9	2,1	1,9	-0,1	3,4	2,4	1,4	2,8	2,0	1,5	0,7	0,1
NON MARCHAND	0,2	0,1	-1,0	0,4	-0,6	0,4	1,2	0,3	-0,0	-0,2	1,7	1,3	1,2	-0,3	-1,1	0,4	0,2	0,1
PUB. N. MARCH.	0,4	0,2	-1,0	0,4	-1,1	0,3	1,2	0,3	-0,4	-0,0	1,8	1,7	0,2	-0,3	-1,2	0,3	0,2	0,1
MARCHAND	3,5	1,9	1,7	1,2	2,9	2,1	3,9	2,8	3,3	2,0	4,5	3,6	1,9	2,3	2,5	2,1	0,8	0,7
TOTAL	3,0	1,5	1,6	1,1	2,0	1,6	3,4	2,2	2,8	1,8	4,3	3,4	1,7	1,9	1,5	1,6	0,8	0,7

Taux de croissance annuel moyen en %

Source : OCDE - Banque de données sectorielles internationales

I 1970-1979 II 1979-1988